

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire

**Arrêté du [ ],  
relatif aux obligations légales de débroussaillage pris en application de l'article L. 131-10 du  
code forestier**

NOR : AGRT2402972A

*Notice*

*Publics concernés : représentants de l'Etat dans les départements, propriétaires, occupants et exploitants de fonds soumis à une obligation légale de débroussaillage prévue à l'article L. 131-10 du Code forestier, propriétaires publics et privés de bois et forêts.*

*Objet : définition des modalités des travaux de débroussaillage arrêtées par les représentants de l'Etat dans les départements et de leur articulation avec la protection des espèces protégées et de leurs habitats.*

*Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.*

*Notice : L'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 précise que les travaux menés en application des obligations légales de débroussaillage instaurées par l'article L. 131-10 du code forestier, constituent des travaux d'intérêt général de prévention des risques d'incendie qui visent à garantir la santé et la sécurité publiques et à protéger les forêts, en particulier les habitats naturels forestiers susceptibles d'abriter des espèces protégées. Ces travaux de défense des forêts contre les incendies conservent la destination forestière des terrains.*

*Ces obligations incombent aux propriétaires de constructions, chantiers, installations de toute nature jusqu'à une distance maximale de 50m, pouvant être portée à 100 mètres, et aux gestionnaires d'infrastructures de transport sur une largeur maximale de 20m, dans les territoires ou zones identifiées à risque d'incendie sur l'ensemble du territoire national.*

*Il appartient au représentant de l'Etat dans le département d'arrêter les modalités de mise en œuvre du débroussaillage selon la nature des risques.*

*Le présent arrêté définit le socle des types de travaux que doivent contenir les arrêtés préfectoraux en vue de leur harmonisation, ceux-ci ayant vocation à préciser les critères techniques de réalisation des travaux. Il précise également le champ des modalités spécifiques pouvant être définies par le préfet pour tenir compte des enjeux locaux, ainsi que les mesures permettant l'articulation de ces travaux avec les enjeux de protection des espèces afin que les travaux de débroussaillage, menés en application des OLD, ne constituent pas un risque suffisamment caractérisé d'atteinte aux espèces et à leurs habitats, au sens de l'avis du Conseil d'Etat du 9 décembre 2022 n°46356.*

*Références : Le présent décret est pris pour l'application de l'article 19 de la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023*

**Le Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,  
Le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,**

Vu le code forestier, notamment l'article L.131-10 ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.110-4, L. 411-1 et L. 411-2 ;

Vu la loi n° 2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie, notamment son article 19 ;  
Vu les observations formulées lors de la consultation du public réalisée du... au..., en application de l'article L. 123-19-1 du code de l'environnement ;

## **Arrêté :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

- I. Le représentant de l'Etat dans le département arrête les modalités de mise en œuvre du débroussaillage selon les risques d'incendie.
- II. L'arrêté comprend, a minima, les modalités suivantes :
  - a) la coupe ou le broyage de la végétation herbacée et ligneuse basse ;
  - b) la coupe ou le broyage des arbustes situés sous le couvert d'arbres ;
  - c) la coupe d'arbustes permettant la mise à distance des houppiers des arbustes conservés entre eux, avec les houppiers des arbres maintenus, et avec les constructions, chantiers ou installations de toute nature ;
  - d) la coupe d'arbres permettant la mise à distance des houppiers des arbres conservés avec les constructions, chantiers ou installations de toute nature ;
  - e) l'élagage des arbres et arbustes maintenus afin qu'aucune branche ne retombe à moins de 2 mètres du sol, dans la limite d'un tiers de leur hauteur ;
  - f) la création ou le maintien d'un espace libre de toute végétation permettant le passage des engins de secours et d'incendie à l'aplomb de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique et des voies d'accès aux constructions, chantiers ou installations de toute nature, sans préjudice le cas échéant du débroussaillage latéral dans les largeurs définies par arrêté préfectoral ;
  - g) l'élimination de l'ensemble des rémanents et produits végétaux issus du débroussaillage.
- III. Le cas échéant, le représentant de l'Etat dans le département fixe les distances d'éloignement, les dimensions, les quantités et les densités applicables à chaque modalité.

### **Article 2**

Le représentant de l'Etat dans le département peut édicter toute autre modalité de débroussaillage de nature à réduire les combustibles végétaux de toute nature et à assurer une rupture suffisante de la continuité du couvert végétal. Il peut notamment prescrire la coupe d'arbres afin de permettre une mise à distance suffisante des houppiers des arbres entre eux en vue de ralentir la propagation du feu. Cette distance est alors fixée dans l'arrêté.

### **Article 3**

- I. Par dérogation aux dispositions des articles 1 et 2, et sous conditions de dimensions et d'éloignement, le représentant de l'Etat dans le département peut :
  - a) permettre le maintien de plantations d'alignements et de haies ;

- b) permettre le maintien d'arbres isolés à proximité des constructions.
- II. En outre, il peut également, lorsque les circonstances locales le justifient et dans le strict respect de l'objectif de sécurité publique poursuivi par les opérations de débroussaillage, prescrire toute mesure destinée à prendre en compte des enjeux locaux, notamment les risques d'érosion des sols, de glissements de terrains, de chutes de blocs, ainsi que la présence d'espèces protégées menacées au niveau régional et de leurs habitats protégés au sein d'une aire protégée au sens de l'article L. 110-4 du code de l'environnement.

#### **Article 4**

- I. Dans le strict respect de l'objectif de sécurité publique poursuivi par les opérations de débroussaillage, le représentant de l'Etat dans le département prescrit, dans les zones à débroussailler situées hors espaces industriels et urbanisés et en vertu de l'article L.411-1 du code de l'environnement, les mesures d'évitement et de réduction suivantes :
- a) L'interdiction de réalisation des travaux de broyage de végétation dense buissonnante et arbustive en plein au-delà d'un seuil de surface défini par le préfet, et durant une ou plusieurs périodes de l'année qu'il définit au regard des impératifs de respect du cycle biologique des espèces protégées menacées au niveau régional présentes et du maintien de la fonctionnalité de leurs habitats. Les opérations d'entretien courant de maintien en état débroussaillé, réalisées dans le respect du présent arrêté, ne sont pas concernées.
  - b) La réalisation des travaux de débroussaillage de manière progressive dans l'espace, notamment en procédant depuis l'espace urbanisé vers l'espace naturel ou des zones refuges ;
  - c) Le maintien d'îlots composés, notamment d'herbacés, de semis d'arbres, d'arbres, de ligneux bas ou d'arbustes ;
  - d) La préservation d'arbres à cavité apparente, d'arbres taillés en têtards, ou morts sur pied de plus 30 cm de diamètre à hauteur d'homme ;
  - e) L'absence d'intervention dans les boisements rivulaires.
- II. Pour les mesures de maintien d'îlots et de préservation d'arbres, le représentant de l'Etat dans le département fixe les distances d'éloignement, les dimensions, les quantités et les densités applicables afin que ces prescriptions, établies dans un objectif de maintien des fonctionnalités écologiques liées à ces éléments, soient conciliables avec les objectifs de diminution de l'intensité des incendies, de limitation de leur propagation, de rupture suffisante de la continuité du couvert végétal, de renouvellement de l'état boisé et de sécurité des personnes vis-à-vis de la chute d'arbre.
- III. Les débroussaillages réalisés conformément aux prescriptions du présent arrêté sont réputés réduire le risque d'atteinte aux espèces protégées et à leurs habitats de sorte qu'il ne soit pas suffisamment caractérisé.

#### **Article 5**

- I. Le représentant de l'Etat dans le département s'assure de la cohérence de ces mesures avec les départements limitrophes, en particulier pour ce qui concerne les infrastructures linéaires interdépartementales.

- II. L'arrêté préfectoral pris en application du présent arrêté est préalablement soumis à la consultation du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel et de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité.
- III. Les arrêtés préfectoraux sont rendus conformes aux dispositions du présent arrêté au plus tard un an après sa date de publication.

### **Article 6**

Le directeur général de la performance économique et environnementale des entreprises et le directeur général de l'aménagement, du logement et de la nature sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le [ ].

Le Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire,

Pour le ministre et par délégation :

[fonction],

[Initiale du prénom + NOM]

Le Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires,

Pour le ministre et par délégation :

[fonction],

[Initiale du prénom + NOM]